

Le long du chantier à l'arrêt de l'A69, les vies brisées des habitants : «Ils ont tout détruit, et tout ça pour quoi ?»

Eléonore Disdero, photos Ulrich Lebeuf. Myop

Alors qu'un rassemblement pro-autoroute s'est tenu ce samedi 8 mars à Castres, «Libé» est allé à la rencontre de riverains qui confient leur tristesse et leur amertume face au paysage dévasté, une semaine après la décision du tribunal administratif de Toulouse.

Des kilomètres de terre retournée. Tout du long, le silence. Sur le chantier de l'A69, ruban de 53 kilomètres en construction entre Toulouse et Castres, les ouvriers ont disparu et [les engins sont à l'arrêt](#), alignés au bord de l'autoroute. Seuls quelques camions circulent, mardi 4 mars, pour remorquer le matériel d'Atosca, le concessionnaire.

Le 27 février, le tribunal administratif de Toulouse a ordonné l'arrêt des travaux, malgré les 300 millions d'euros injectés dans le projet controversé et sa considérable avancée. [Un miracle judiciaire](#) pour les associations écologistes qui contestaient l'autorisation environnementale ; un coup de massue «ubuesque» selon les mots du ministre des Transports, Philippe Tabarot. [Le gouvernement a confirmé, vendredi 7 mars, son intention de faire appel](#) et de demander un sursis à exécution pour que le chantier reprenne sans attendre. C'est ce qu'ont encore réclamé, ce samedi 8 mars, quelques milliers de «pro-A69», dont de nombreux élus locaux, rassemblés à Castres sous le vent d'autan.

«J'ai été stoppé net dans mon activité»

Loin d'avoir apaisé les tourments, la décision de justice ravive les tensions dans le sud du Tarn. Un territoire où des vies ont été bouleversées par l'arrivée de l'autoroute, cette [«balafre»](#) au milieu des champs. Certains riverains, loin des luttes écologistes, racontent leur colère, d'autres leur tristesse face aux paysages saccagés. A l'instar de Dominique Rougeau. Sur les terres que lui ont léguées ses parents du côté de Verfeil, l'agriculteur de 70 ans cultive des grains et des fleurs. Des pivoines, extraordinaires par leur taille et leur qualité. «*Celles qui viennent de Hollande durent quatre jours en vase, les miennes, douze !*» Ses trésors n'ont pas arrêté les pelleteuses, qui ont détruit huit hectares de belles terres.

Désormais, son terrain a triste allure, coupé en deux par une tranchée de 1 250 mètres de long, 80 mètres de large et dix de profondeur, [où l'asphalte allait être coulé](#). Pour circuler entre ses parcelles, Dominique Rougeau doit faire un détour de 3 kilomètres jusqu'aux bâtiments où il stocke au frais les tiges tout juste coupées. «*J'ai demandé à Atosca un passage pour y accéder plus facilement. Ils ont refusé. Maintenant, je n'ai plus qu'à demander un télésiège*», ironise-t-il. L'agriculteur a «*du mal à penser au futur*» : «*J'ai été stoppé net dans mon activité.*»

Son conseil, l'expert foncier et agricole honoraire Claude Domenget, abonde. Depuis plus d'une semaine, des machines stationnent sur le terrain de son client et le système d'irrigation reste inutilisable. «*On va envoyer une mise en demeure pour qu'ils finissent ce qu'ils ont*

promis», affirme-t-il. Le concessionnaire leur aurait ri au nez lorsqu'ils ont chiffré la perte de rentabilité de l'exploitation due à l'A69. «*Nous, ça ne nous a pas fait rire du tout*», fustige ce spécialiste des dossiers d'expropriation.

«Ils nous ont fait passer pour des terroristes»

Plus loin sur l'emprise de l'autoroute interdite, Bruno Cabrol élève des vaches laitières du côté de Saïx. A 45 ans, il est l'un des paysans très investis dans l'opposition à l'A69. «*Je dépends de ce territoire, s'il est artificialisé, qu'il n'y a plus de biodiversité, je ne pourrais plus avoir le même rendement sur mes cultures*», témoigne-t-il. Locataire de terres expropriées, il a été de toutes les mobilisations, des marches pacifiques du début aux rassemblements marqués par des affrontements avec les forces de l'ordre. Bleu de travail sur le dos, il raconte la surveillance permanente, [les champs en feu](#), les «*écurcils*» – ces militants perchés sur les cimes pour défendre les arbres – [tombés de plusieurs mètres de haut](#), privés de sommeil et de ravitaillement. «*Ils nous ont fait passer pour des terroristes*», estime-t-il.

A la Crémade, haut lieu de la contestation zadiste où la verdure foisonnait, Bruno Cabrol marche dans un paysage désolé. [Les sous-bois](#) et le vieux pigeonier ont laissé place à de la terre jaune, aride. «*Ici, il y a eu la guerre.*» Autour de lui, des sols asséchés, un pont d'autoroute à moitié construit, des montagnes de pneus abandonnés. Les murs d'un corps de ferme à l'abandon ont été tagués par les activistes. «*On nous a répété qu'il fallait faire l'autoroute, qu'ici il n'y avait rien. Mais ici, c'est une campagne où des gens vivent, où l'on pouvait se balader*», recadre-t-il.

Des échanges de terres suspendus

Un autre agriculteur raconte son infarctus survenu il y a quelques années, alors qu'il se battait pour son terrain, situé sur le tracé de l'A69. «*A chaque fois que j'en parle, mon cœur s'emballe*», dit-il. Comme d'autres, il attend de nouvelles parcelles, en échange de celles qu'il a cédées. Jean-Claude Aussaresses aussi est dans le flou. Ce retraité de la fonction publique a, lui, donné deux hectares à Montcabrier, un hameau qu'il habite depuis toujours. «*On ne sait pas comment va se passer l'échange, déplore-t-il. On devait en discuter en 2026. En attendant, je dois payer des charges pour des terres qui ne peuvent plus être cultivées.*»

Sollicité, Atosca dit étudier la question : «*La suspension est inédite, elle met un coup d'arrêt à toutes les procédures annexes comme les opérations d'aménagement foncier au travers desquelles les parcelles agricoles doivent être redéfinies pour permettre aux exploitants de retrouver un outil de production.*»

Les agriculteurs ne sont pas les seuls à avoir dû composer avec l'autoroute. Quand elle a appris l'arrêt du chantier, [Alexandra Dupont](#), 44 ans, s'est effondrée. «*Au début, j'ai pleuré de joie. Puis de tristesse et de colère. Ils ont tout détruit, et tout ça pour quoi ? Ma maison n'est plus qu'un cimetière.*» Cette ancienne serveuse a longtemps été la dernière habitante sur le tracé. Locataire d'une maison expropriée à Verfeil, elle refusait de quitter son havre de paix où, au milieu des arbres fruitiers, gambadaient ses chiens, ses chats et ses poules. «*La seule chose que j'avais demandée, c'était d'être relogée dans une maison avec un jardin*», assure-t-elle. Elle n'oublie rien des menaces endurées : parce qu'elle a accueilli des militants sur son terrain transformé [en zone à défendre](#) (ZAD), son jardin a été plusieurs fois incendié. Elle a finalement atterri au rez-de-chaussée d'un HLM, à Saint-Lys. «*Un représentant d'Atosca m'a*

dit que j'avais des arbres en face du balcon !» Et qu'elle devait s'estimer heureuse d'avoir touché 20 000 euros de dédommagement. «Imaginez le temps qu'il vous aurait fallu pour économiser autant», aurait-il grincé.

Interrogé sur ses méthodes, Atosca dit comprendre que *«le chantier peut bouleverser le quotidien des personnes»* et se montrer *«entièrement disponible»* grâce à un dispositif d'information dédié. *«Nous restons dans le dialogue et mettons en place des solutions pour limiter les incidences du chantier sur le quotidien des riverains»,* précise le concessionnaire qui aurait répondu à *«300 sollicitations»*.

Dans le Tarn, certains défendent le ruban de bitume, loin d'y voir un projet néfaste pour le climat et la biodiversité, arguant qu'il permettra de diminuer les accidents sur la nationale. *«J'ai vu des choses malheureuses, c'est une route surchargée»,* explique Damien Garric, un céréalier de 58 ans qui habite à 150 mètres de cette voie. Pourtant, selon le tribunal administratif, la nationale *«ne présente qu'un caractère relativement accidentogène, la moyenne annuelle d'accidents s'établissant, entre 2010 et 2023, à cinq, dont moins d'un s'avérant mortel»*.

«On a été assommé par cette décision mais notre territoire ne va pas se résigner», promet aussi Guy Bousquet, chef d'entreprise et président de l'association Via81. Pour les «pro», qui seraient une *«majorité silencieuse»* selon Atosca, l'autoroute permettrait surtout de désenclaver le coin. *«Castres se meurt»,* pointe Frédéric Cabrera, qui travaille dans les environs. A ses yeux, peu importe que le tribunal ait jugé que *«le bassin de Castres Mazamet ne saurait être qualifié, sur le plan du dynamisme démographique, comme étant en situation de décrochage»,* l'A69 stimulerait l'économie locale.

«A Albi, ils ont une autoroute, pourquoi pas nous ?» s'interroge aussi Sandrine Pister. Dans son village, le sujet divise. *«Autour de moi, tout le monde est contre. Alors j'évite d'en parler, mais je considère que l'A69 nous fera gagner du temps.»* Pour ces habitants, le bruit des engins et les expropriations sont un mal nécessaire. Damien Garric a d'ailleurs volontiers cédé un bout de ses terres. Lui, c'est surtout la présence de zadistes *«qui se sont crus chez eux»* qui l'a irrité. Depuis une semaine, le projet de [compensation environnementale](#) qu'il préparait avec Atosca est au point mort : il devait planter des haies dans ses parcelles, protéger les cours d'eau et un oiseau menacé.

«Ils ont brisé mon rêve»

Car la biodiversité et [le patrimoine](#) n'ont pas été épargnés par les travaux. Bernard d'Ingrando, 68 ans, possède depuis 1985 le château de Scopont. Une bâtisse du XVe siècle, agrémentée d'une orangerie et d'un pavillon romantique classés monuments historiques, à mi-chemin entre Castres et Toulouse... Et toute proche de l'A69. Alors que le code du patrimoine impose une protection minimale de 500 mètres entre un édifice remarquable et une infrastructure, le chantier s'est installé à 180 mètres du pavillon. *«Je n'ai jamais été contre l'autoroute, expose Bernard d'Ingrando. Je suis contre le non-respect de la loi qui protège les monuments historiques.»* C'est ce qui l'a poussé à entrer dans la bataille judiciaire.

Intarissable sur la beauté de ces lieux, Bernard d'Ingrando se désespère, certain que ses arbres centenaires vont bientôt dépérir. *«En haut du coteau, il y avait une nappe phréatique qui alimentait le parc. Ils l'ont éclatée en faisant les travaux. Maintenant, l'eau est à l'air libre et ne rentre plus sur le terrain.»* Il montre un chêne vieux de 600 ans et les 1 500 pieds de

jacinthes de Rome qui s'épanouissent un peu plus loin. [Cette plante protégée](#) est rare et sa destruction est interdite.

Le jardin, reconnu comme zone humide, abrite également un couple de tourterelle des bois, une espèce en fort déclin. *«C'est une chance inouïe de les avoir ici»*, sourit le propriétaire. Dans sa décision, le tribunal administratif a jugé l'étude d'impact de l'A69 *«insuffisante et erronée»* sur les monuments à cause d'une confusion entre Scopont et un autre édifice, tout près, qui ne bénéficie d'aucune protection. En attendant que la cour administrative d'appel se prononce, «anti» et «pro» A69 s'accordent au moins un point : l'autoroute déchire le territoire. *«Même avec l'arrêt des travaux, il n'y a aucune remise en état possible, se désespère le châtelain. Ils ont brisé mon rêve de protéger ce lieu. C'est un carnage.»*

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)